

Recherches sociographiques



Nicole LAURIN, Danielle JUTEAU, Lorraine DUCHESNE, *À la recherche d'un monde oublié. Les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1970*

Marie-Andrée Roy

Volume 36, numéro 2, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056974ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056974ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roy, M.-A. (1995). Compte rendu de [Nicole LAURIN, Danielle JUTEAU, Lorraine DUCHESNE, *À la recherche d'un monde oublié. Les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1970*]. *Recherches sociographiques*, 36(2), 388–392. <https://doi.org/10.7202/056974ar>

qui, de 1961 à 1974, ont abouti à donner au Québec les premiers éléments d'une politique linguistique et, surtout, un organisme pour mettre celle-ci en vigueur. C'est vivant, c'est presque un ouvrage de combat, tellement l'auteur s'implique dans l'action, non seulement comme un exécutant de haute volée, mais aussi comme le metteur en scène —vigoureux et critique— d'une pièce qu'il met au point, pour ainsi dire, avec le ministre de l'Éducation de l'époque. Le style est à l'avenant, direct, bousculant, bourru par moments, mais toujours clair et vivant. Pour être quelque peu laudatif, l'ouvrage reste respectueux des faits et mérite la confiance du lecteur. À lire.

Jean-Denis GENDRON

Nicole LAURIN, Danielle JUTEAU, Lorraine DUCHESNE, *À la recherche d'un monde oublié. Les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1970*, Montréal, Le Jour éditeur, 1991, 424 p.

Dans cet ouvrage, les sociologues Nicole Laurin, Danielle Juteau et Lorraine Duchesne livrent une partie des résultats d'une vaste enquête ayant pour sujet les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1960. Cette recherche, effectuée avec la participation d'une dynamique équipe d'étudiantes, vise à rendre compte de l'ampleur du travail accompli par les religieuses au cours de cette période tout en démontrant clairement que ce travail a fait l'objet d'exploitation et d'appropriation. Les auteures mettent en lumière un étonnant paradoxe. En même temps que les religieuses apparaissent comme des femmes autonomes ayant exercé des responsabilités peu communes au plan de la gestion d'hôpitaux, d'écoles et de services sociaux et ayant eu une vie professionnelle stimulante où elles ont fait preuve d'initiative et de créativité, elles s'avèrent soumises à l'autorité ecclésiastique masculine. Les religieuses, contrairement aux femmes laïques à la même époque, ont occupé tous les échelons de l'organisation du travail : blanchisseuses pour leur communauté et bâtisseuses d'écoles, servantes des pauvres et des curés et directrices d'hôpitaux, humbles cuisinières et supérieures de vastes établissements de services sociaux. Ces femmes, non soumises au travail de reproduction humaine et n'œuvrant pas dans le cadre restreint de la production familiale, ont détenu, sous le couvert du voile, de véritables postes de responsabilité tout en étant soumises au pouvoir religieux en place.

En cours d'enquête, les auteures se sont intéressées aux transformations du secteur hospitalier, au passage de sa gestion à l'État, à l'exclusion des religieuses de ce secteur et à leur soumission à l'obéissance, exigée entre autres par la hiérarchie catholique. Elles ont également analysé des textes sur la signification de la vie religieuse.

Cet ouvrage relève le défi de constituer à la fois un texte rigoureux au plan scientifique et accessible pour un grand nombre de lectrices et de lecteurs. Il adopte le ton du rapport d'enquête où on peut vivre avec les chercheuses les différentes étapes de leur investigation, comprendre leur cheminement et se passionner avec elles pour les découvertes effectuées. La recherche perd ici son image idyllique de parcours en droit chemin qui livre en bout de piste des résultats parfaitement bien figolés et policés. Elle apparaît davantage comme un processus exigeant sillonné d'hésitations et d'embûches. On assiste à la construction

d'un savoir à partir de données fiables, mais souvent recueillies dans des conditions difficiles, et de théories aptes à nourrir les intuitions et les analyses. Les auteures ne craignent pas de nous entraîner dans le dédale de leur cheminement pour nous permettre de comprendre et de suivre leur fil d'Ariane.

On pourrait qualifier cette publication de trois ouvrages en un seul. En 13 chapitres, 60 tableaux et 8 graphiques les auteures nous donnent accès à un guide de méthodologie, à un ouvrage de sociologie sur le travail des religieuses et à un livre de démographie sur les communautés religieuses féminines avec initiation aux statistiques. En voici brièvement le contenu.

Le guide de méthodologie. Cet aspect de la publication peut être particulièrement éclairant pour les étudiantes et les jeunes chercheuses qui ont à se familiariser avec l'utilisation de méthodes de recherche, à apprendre à se poser les bonnes questions, à se servir de l'outillage requis pour une démarche scientifique. Elles pourront apprivoiser les aléas du codage de données, les difficultés que posent les catégorisations et la pondération de la population d'un échantillon.

Les auteures ont relevé un défi méthodologique de taille. Elles ont bâti un échantillon de 3 500 religieuses réparties dans 25 communautés à partir d'une population totale de 42 885 religieuses dans 50 communautés. Sept catégories de communautés ont été identifiées en fonction de leur activité principale: les enseignantes, les communautés de services sociaux-hospitaliers, de service du clergé, les missionnaires, les hospitalières, les communautés spécialisées et les contemplatives. Les communautés ont également été regroupées par ordre d'importance numérique: les très grandes ayant 2 000 religieuses et plus, les grandes comprenant de 1 000 à 1 999 religieuses, les moyennes formées de 500 à 999 religieuses et enfin les petites où se retrouvent 150 à 499 religieuses. À l'instar des données du recensement canadien, on a voulu être en mesure de tracer un portrait précis et rigoureux de la population religieuse féminine à tous les dix ans. Cette population a comme activité principale entre 1901 et 1971 l'enseignement (60,5%) et les services sociaux et hospitaliers (26,3%).

Afin de rendre compte adéquatement de leur sujet, les chercheuses ont été amenées à prendre des distances par rapport au discours sociologique dominant sur les communautés religieuses, elles ont dû s'initier au langage spécifique utilisé dans le monde religieux, connaître le fonctionnement de ces organisations, composer avec les réponses de leurs informatrices qui ne cadrent pas toujours avec les paramètres du savoir moderne. À titre d'exemple, j'ai retenu cette anecdote: à l'étape de préparation du projet en vue de la présentation d'une demande de financement à un organisme subventionnaire, une informatrice a fortement conseillé aux chercheuses de parler de leur demande à la fondatrice de la communauté, décédée un siècle plus tôt, afin qu'elle puisse intercéder en leur faveur pour l'obtention de la subvention.

On voit les auteures concrètement aux prises avec les imprévus du métier. Ainsi, en cours de recherche, elles n'auront d'autres choix que de renoncer à trouver certaines données qui auraient été utiles pour étayer leurs analyses mais à peu près impossibles à établir. Elles doivent parfois composer avec la méfiance rencontrée dans le milieu, gérer les modes de classement des informations spécifiques à chacune des communautés étudiées. Les auteures exposent fort bien les stratégies qu'elles mettent en œuvre dans ces différentes circonstances. Elles sont totalement habitées par leur sujet. Elles en viennent à rêver aux religieuses, à être profondément touchées par ces «décennies silencieuses du travail, de la souffrance et

de l'amour des sœurs» (p. 109). Leur récit possède d'indéniables qualités d'initiation à la recherche.

L'ouvrage de sociologie. Les auteures se sont intéressées aux emplois des religieuses, à l'organisation et à l'évolution de ces emplois de même qu'à certaines caractéristiques personnelles et sociales des religieuses. Elles se sont interrogées sur l'effet des transformations de la société québécoise sur l'évolution du travail fourni par ces femmes et leur communauté. Cette sociologie du travail des religieuses tient évidemment compte du cadre où il s'effectue, soit les communautés. Les auteures examinent la contribution des religieuses en tant que femmes et travailleuses sous deux types de rapports sociaux distincts: les rapports de sexe et les rapports avec l'Église et l'État, parce qu'il s'agit de deux institutions qui utilisent, réglementent et contrôlent la main-d'œuvre féminine.

Les sociologues mettent en lumière le processus de production des services dans la société québécoise au cours de cette période et notamment le rôle de l'Église. Elles montrent comment cette institution, en favorisant au maximum le développement de vocations religieuses féminines, contribuera à faire en sorte qu'une part importante des femmes ne sera pas affectée à la reproduction dans le cadre de la famille. Ces femmes seront tournées vers la production de divers services sociaux indispensables à la population pendant que l'Église proscriera quasi totalement le travail salarié des femmes après leur mariage.

L'après-guerre, qui correspond à une période de forte expansion du capitalisme, favorisera la multiplication des emplois sur le marché du travail. Il y aura en quelque sorte concurrence entre l'Église et le capital pour la demande de main-d'œuvre. Il faut se rappeler qu'avant 1960, l'Église avait une mainmise sur l'enseignement privé, le contrôle de l'enseignement étant stratégiquement important pour cette institution. Avec la Révolution tranquille et le Concile Vatican II, on assiste à un désengagement des communautés religieuses des œuvres d'éducation et des services sociaux-hospitaliers qui n'ont pas un caractère proprement religieux. En fait, la main-d'œuvre féminine passe de l'Église à l'État et au capital.

Les religieuses qui représentaient 14% de la main-d'œuvre féminine en 1921 ne représentent plus que 3,8% de cette main-d'œuvre en 1971. Mais les laïques, à cause de leur taux de roulement très élevé sur le marché du travail, occupent les emplois les moins biens rémunérés, les plus précaires et qui offrent peu de possibilités de promotion. Les religieuses échappent à cette situation parce qu'elles travaillent dans une sphère protégée par le quasi-monopole de l'Église sur l'éducation et les services sociaux-hospitaliers. Elles constituent la seule main-d'œuvre féminine vraiment stable. De plus, en 1961, les religieuses détiennent 40% des postes de cadre occupés par des femmes alors qu'elles ne représentent que 7,4% de la main-d'œuvre féminine active. En fait, elles sont à peu près les seules à bénéficier d'une formation intellectuelle et professionnelle sérieuse et continue. Les principales caractéristiques de l'activité religieuse sont donc l'exclusion du marché du travail rémunéré, les champs d'activités protégés et la stabilité d'emploi.

L'ouvrage de démographie. À la recherche d'un monde oublié nous ouvre les portes d'une meilleure compréhension du Québec, qui a battu des records en matière de vocation religieuse féminine. En 1940, on compte 18 religieuses pour 1 000 femmes. Cependant, à partir de 1950, s'amorce un impitoyable déclin qui va littéralement décimer les communautés religieuses féminines québécoises.

À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les vocations religieuses sont principalement recrutées dans le bassin régional de la population métropolitaine. Les très grandes communautés (5) ont leur maison mère à Montréal. La plupart ont été fondées au Québec et avant 1850. Elles sont spécialisées dans l'enseignement et les services sociaux-hospitaliers. Elles sont habituellement implantées dans plusieurs régions du Québec et même dans plusieurs pays. Les sept grandes communautés ressemblent aux très grandes. Ce sont des communautés autochtones qui s'occupent d'enseignement et de services sociaux-hospitaliers; elles ont été fondées au XIX^e siècle mais leur maison mère est habituellement hors de la métropole. Les communautés de taille moyenne (une quinzaine) s'occupent principalement d'enseignement. Fondées après 1850, plusieurs sont d'origine étrangère. Elles se caractérisent par leur implantation en région. Les communautés de petite taille sont hétérogènes. Il semblerait que l'adoption exclusive d'une activité autre que l'enseignement et les services sociaux-hospitaliers (service au clergé, mission, contemplation) tendrait à limiter le recrutement et le développement de ces communautés.

Entre 1901 et 1971, près de 55 000 femmes ont fait le choix de la vie religieuse. Tout porte à croire que la visibilité des communautés, leur capacité de s'intégrer dans le tissu social, contribuent directement au recrutement. En fait, les communautés forment un système qui se répartit un vaste champ de services à assurer à la société (éducation, services sociaux et services hospitaliers, principalement). Leurs activités s'accroissent en fonction de l'augmentation de leurs effectifs et de la demande sociale pour ces services. Tout au cours de la période étudiée, les communautés apparaissent en concurrence entre elles pour le recrutement de leurs effectifs et pour l'établissement de nouvelles œuvres. Les besoins en éducation de la population vont favoriser le développement des communautés enseignantes.

La population des religieuses quadruple en 60 ans. Elle passe de 10 000 sujets en 1901 à 40 000 en 1961. De 1900 à 1930, les effectifs augmentent très rapidement, puis le mouvement s'essouffle et atteint une quasi-stagnation au cours des années 1950 et une décroissance de 14% au cours des années 1960. En fait, jusqu'en 1941, le taux d'accroissement de la population religieuse demeure plus élevé que celui de la population féminine québécoise.

Au cours des années 1940 et 1950, les communautés ne prennent pas conscience de la diminution du rythme de leur recrutement parce que le nombre absolu d'entrées demeure très élevé. Mais en fait, par rapport à la population qui ne cesse d'augmenter, les communautés religieuses féminines recrutent de moins en moins. Elles continueront pendant ces années à construire et à fonder de nouvelles maisons qui, quelques années plus tard, se révéleront extrêmement lourdes à assumer. Entre 1964 et 1974, le mouvement d'abandon frappe durement les communautés qui perdent ainsi 10% de leurs effectifs. En 1971, il n'y a que 39 femmes qui prononcent leurs vœux alors qu'il y en avait 1 286 en 1933.

Le choix de la vie religieuse se prend très jeune et s'actualise plus rapidement que le mariage. Les communautés exercent constamment une sélection rigoureuse des candidates, notamment au plan de leur état de santé et de leurs conditions physiques. Cette sélection explique sans doute en partie le fait que les religieuses aient en moyenne une espérance de vie plus longue que les laïques. Notons aussi que les religieuses ont probablement eu accès à de meilleurs soins de santé que la population en général, et plus particulièrement que les classes populaires. En fait, on se rend compte qu'il y avait une gestion rationnelle du capital humain, de la force de travail collective que constituaient les religieuses.

Une sœur sur cinq entrée en communauté dans les années 1940 quittera la vie religieuse. Ce sera le cas d'une sur trois pour celles entrées dans les années 1950 et finalement d'une sur deux pour celles qui ont prononcé leurs vœux dans les années 1960. Il appert que les religieuses délaissent beaucoup moins le voile lorsqu'elles détiennent des postes de direction ou de cadre dans des établissements et que les sorties sont improbables chez celles dont la dernière obédience consiste en un poste de direction ou d'administration aux échelons supérieurs (généralat ou provincialat) de leur communauté. Par ailleurs, les étudiantes à plein temps sortent beaucoup plus que les autres.

Plus de 80 % des religieuses sont issues de familles formées de six enfants et plus. La très grande majorité est issue des classes populaires et une forte proportion des vocations religieuses se développe à la campagne. Au moment où l'Église tient un discours d'opposition à l'exode rural et à l'urbanisation, elle suscite une multitude de vocations religieuses féminines qui ont pour effet de déplacer des milliers de femmes, de la campagne à la ville, du monde rural au monde urbain. «La capacité de prélever des filles en grand nombre — fussent-elles volontaires — pour en faire des religieuses est une marque significative du pouvoir dont l'Église dispose dans la société.» (P. 311.) Les femmes ainsi recrutées par l'Église ne sont pas disponibles pour les autres hommes (pères, conjoints, etc.) mais, par ailleurs, l'ensemble de la société va bénéficier du travail gratuit effectué dans le cadre des services offerts par leur communauté. Elles n'appartiennent pas à un homme mais leur travail profite à l'ensemble de la société. Cette capacité d'orchestrer un aussi vaste échange social constitue un autre indice pour mesurer le pouvoir de l'Église. Ce qui permet aux auteures de soutenir que «la vocation religieuse exprime et actualise la relation entre l'Église et la société, relation ancrée dans la famille. Cet ancrage assure la reproduction de l'Église par les femmes et de son hégémonie dans la société.» (P. 312.)

Marie-Andrée Roy

*Département des sciences religieuses,
Université du Québec à Montréal.*

Femmes et pouvoir. La révolution tranquille, Québec, Les Publications du Québec, 1993, 98 p.

Cette brochure fait état du poids relatif des femmes dans les structures de pouvoir: un poids plume! Malgré tout, le ton est à l'optimisme. En effet, on note une très lente progression des femmes dans les structures de pouvoir, progression qui peut nous laisser l'espoir de compléter notre Révolution tranquille un siècle après l'autre, si la tendance se maintient, évidemment, comme dans toute bonne soirée électorale.

L'ouvrage se divise en deux parties. La première est analytique et discute la place relative des femmes dans certains lieux de pouvoir. La deuxième comprend des tableaux statistiques qui permettent de mesurer l'évolution de la situation en prenant comme point de comparaison, dans la plupart des cas, l'année 1985. Le fait d'avoir une si faible amplitude temporelle nuit évidemment à l'appréciation des tendances plus longues et permet mal de corriger les distorsions inévitables lorsqu'on joue avec des nombres si peu élevés dans certains cas que l'on pourrait nommer les personnes derrière les tableaux statistiques.